

À cinquante contre la fermeture du Centre des finances publiques

Personnel, représentants syndicaux, et élus se sont réunis devant le Centre des finances publiques de Schiltigheim ce lundi 17 février. Ils dénoncent la fermeture de l'établissement prévue en 2021.

Par J.R. - 18:19 | mis à jour à 18:25 - Temps de lecture : 3 min

🔖 | Vu 1017 fois



Les manifestants, environ une cinquantaine ce lundi matin, souhaitent l'abandon du projet de fermeture et le maintien des services de proximité. Photo DNA //JR

Les agents du Centre des finances publiques de Schiltigheim étaient en grève à l'appel de l'intersyndicale Solidaires-FO-[CFDT-CFTC des Finances publiques](#).

Ils étaient une cinquantaine devant l'établissement ce lundi matin, avec les syndicats et des élus venus soutenir le mouvement. Les manifestants s'opposent depuis plusieurs mois à la fermeture du centre, prévue en 2021.

« Cette fermeture se fait dans le cadre du Nouveau réseau de proximité porté par Gérald Darmanin (*ministre de l'action et des comptes publics, ndlr*) », indique Christine Helstroffer, représentante Solidaires finances publiques.

« Cela fera plus de dématérialisation, moins de services publics, moins de proximité. Il y aura les "Maisons France Services", mais sans la même qualité de service. Ce ne seront pas des agents formés, spécialisés, expérimentés qui répondront au public. Pour les questions complexes, il faudra se déplacer », regrette Gilles Streicher, délégué syndical CGT DGFIP (Direction générale des finances publiques).

Se déplacer parfois même hors de l'Eurométropole. « En cas de fermeture, le service des impôts des entreprises du secteur fiscal de Schiltigheim se retrouverait à Haguenau, celui des impôts des particuliers à Strasbourg, le foncier à Molsheim et le trésorerie à Saverne », détaille José-Luis Pereira, secrétaire départemental FO DGFIP 67. Et d'ajouter : « Les agents, eux, devront soit suivre leur mission, soit trouver une place vacante dans un autre service. Ils devront pour beaucoup faire des kilomètres tous les jours, avec des perturbations sur la vie de famille, des coûts supplémentaires, des problèmes au niveau écologique, car ils prendront majoritairement leur voiture. »

Pour rappel, ce centre fait partie de la quarantaine d'établissements de ce type dans le Bas-Rhin. Il regroupe près 70 agents, voit chaque année 14 000 passages pour les particuliers, et couvre une zone qui englobe Bischheim, Hoenheim, Truchtersheim, Mittelhausbergen, etc. « Les fermetures de ces centres accueillant le public seront échelonnées entre 2020 et 2022. À terme, il devrait rester une quinzaine de centres dans le Bas-Rhin, dont Strasbourg, Sélestat, Erstein, ou encore Wissembourg », énumère Axel Bourdeau, représentant de la CGT DGFIP. Pour l'intersyndicale, cela « permettra à l'État d'économiser du loyer et du foncier, mais c'est tout. »

Quelles conditions, quels moyens ?

Il se peut qu'il reste un accueil à Schiltigheim, mais pas au même endroit. « On ne sait pas dans quelles conditions, ni avec quels moyens, cela se ferait, s'interroge Gilles Streicher et Christine Helstroffer. C'est une promesse de la directrice faite à la suite des actions menées. »

Insuffisant pour l'intersyndicale qui veut le « maintien des services de proximité, et compte poursuivre ses actions jusqu'à ce que le projet soit remis au placard ».